
– MONDE URBAIN

– LA NATURE DES VILLES : Portée et limites de la théorie urbaine

Allen J. SCOTT et MICHAEL STORPER

Résumé

Au cours des dernières décennies, le débat sur la portée et le contenu de la théorie urbaine n'a cessé de s'intensifier. Ce débat a été marqué par de nombreuses affirmations divergentes sur la nature des villes, notamment des déclarations selon lesquelles l'urbain est un concept incohérent, que la société urbaine n'est rien d'autre que la société moderne dans son ensemble, que l'échelle urbaine ne peut plus être séparée de l'échelle mondiale et que la théorie urbaine a jusqu'à présent été profondément viciée par sa concentration presque exclusive sur les villes du Nord. Cet article apporte quelques éclaircissements sur ces affirmations. Toutes les villes peuvent être comprises à travers un cadre théorique qui combine deux processus principaux, à savoir la dynamique d'agglomération/polarisation et le développement d'un réseau associé de lieux, d'utilisations du sol et d'interactions humaines. Ce même cadre peut être utilisé pour identifier de nombreuses variétés de villes et pour distinguer les phénomènes intrinsèquement urbains du reste de la réalité sociale. La discussion identifie ainsi les dimensions communes à toutes les villes sans, d'une part, exagérer la portée de la théorie urbaine, ni, d'autre part, affirmer que chaque ville est un cas particulier irréductible.

« Ne pas essayer trop vite de trouver une définition de la ville ; c'est beaucoup trop vaste, on a toutes les chances de se tromper. » ¹

Georges Perec (1974 : 119)

Un concept controversé

La citation ci-dessus fait écho à une opinion largement répandue, à savoir que les villes sont si grandes, si complexes et si dépourvues de frontières facilement identifiables que toute tentative de définir leurs caractéristiques essentielles est vouée à l'échec. Le même problème hante les études urbaines en général, avec une pléthore d'affirmations divergentes sur la nature des villes qui se disputent l'attention. Malgré cette confusion, la plupart d'entre nous n'hésitons guère à accepter les propositions quotidiennes selon lesquelles, par exemple, les villes connaissent actuellement une croissance rapide partout dans le monde ou que l'urbanisation progresse plus rapidement que jamais dans l'histoire de l'humanité. En effet, l'urbanisation est une caractéristique si importante de notre monde que les programmes de recherche consacrés à cette question continuent de se multiplier, même si les désaccords se multiplient quant à la manière dont les villes doivent être conceptualisées et étudiées.

Nous remercions Michael E. Smith et trois évaluateurs anonymes de l'IJURR dont les commentaires nous ont permis d'améliorer considérablement les arguments présentés dans cet article.

1 « Ne vous précipitez pas pour définir la ville ; elle est beaucoup trop grande et vous risquez fort de vous tromper ».

Comment pouvons-nous comprendre et, espérons-le, trouver une solution à ces tensions ? Et quelle pourrait être la signification d'une telle solution pour les approches actuellement dominantes en matière d'analyse urbaine ? Il s'agit là de questions difficiles, et toute tentative de réponse implique un certain nombre de manœuvres théoriques et empiriques complexes. Dans la section suivante, nous préparons le terrain pour cette tentative en mettant en évidence un certain nombre d'idées qui ont fait l'objet de débats à différentes étapes du développement des études urbaines au cours des dernières décennies. La discussion qui suit s'efforce ensuite d'identifier certains dénominateurs communs fondamentaux de l'analyse urbaine et de décrire leurs implications pour la poursuite des recherches.

Tendances en matière de théorie urbaine

Au début et au milieu du XX^e siècle, une sorte d'orthodoxie, fondée sur les travaux de l'école de sociologie urbaine de Chicago, régnait en maître dans l'analyse urbaine. Les déclarations classiques de chercheurs tels que Park *et al.* (1925), Wirth (1938) et Zorbaugh (1929) traitaient la ville principalement comme un ensemble de quartiers socialement différenciés pris dans une dynamique d'avancée et de succession écologiques, avec les mentalités et les comportements qui y sont associés. À la fin des années 1960, cependant, les idées de cette école de pensée ont commencé à faire l'objet d'un examen critique intense, notamment de la part de Castells (1968), qui a suggéré qu'il n'y avait rien de particulièrement urbain dans les questions étudiées sous la bannière de la sociologie urbaine, car en fin de compte, il s'agissait simplement de questions concernant la société dans son ensemble. Castells (1972) a par la suite rejeté *en bloc* les travaux de l'école de Chicago, les qualifiant d'idéologie qui obscurcit la nature plus fondamentale du capitalisme en tant que cadre d'organisation sociale. Ainsi, au début des années 1970, les principales traces de l'école de Chicago ont été balayées par un puissant courant d'approches marxistes et *marxistes*. À leur manière, Castells et d'autres analystes, tels que Lefebvre (1970) et Harvey (1973), ont insisté sur le concept de la ville comme théâtre de la lutte des classes, centrée sur les marchés fonciers en tant que machines de redistribution des richesses vers le haut et sur les revendications politiques associées venant d'en bas concernant les droits de citoyenneté à l'espace urbain et aux ressources. En outre, on retrouve un écho des arguments de Castells sur la ville en tant qu'idéologie dans les travaux de Saunders (1981), qui va jusqu'à suggérer que la ville n'est pas en soi un objet d'analyse significatif, mais seulement un conteneur géographique arbitraire de divers phénomènes économiques, sociaux et politiques.

Les années 1980 ont donné lieu à plusieurs nouveaux débats majeurs sur les villes et l'urbanisation. Il convient ici d'accorder une importance particulière à trois axes de recherche principaux. Tout d'abord, des chercheuses féministes telles que Massey (1991) et McDowell (1983) ont établi un cadre analytique axé sur les dimensions sexospécifiques des villes, tandis que d'autres chercheurs ont ravivé l'intérêt de longue date pour l'ethnicité, la race et la classe sociale dans les contextes urbains (voir, par exemple, Jackson, 1989 ; Waldinger et Bozorgmehr, 1996). Ces deux axes de recherche ont permis de mieux comprendre le développement et le déplacement des quartiers, ainsi que les différentes façons dont les classes sociales différenciées sont également réparties dans l'espace urbain. Deuxièmement, un axe de recherche en pleine expansion s'est développé à partir des travaux d'auteurs tels que Friedmann et Wolff (1982) et Sassen (1991) sur l'essor d'un système urbain mondial et les effets de la mondialisation sur la structure interne des villes. Une troisième tendance majeure a tourné autour de la reconceptualisation des anciennes préoccupations concernant la politique et la gouvernance urbaines par Brenner (1999), Cochrane (2006), Harvey (2007 ; 2012), Jessop (1997) et d'autres. Ces derniers travaux s'intéressent particulièrement à la nature changeante des échelles de gouvernance politique – des villes aux États en passant par le niveau mondial – et à la domination néolibérale de ce processus. Toutes ces différentes lignes de recherche urbaine continuent de se développer et de progresser à l'heure actuelle.

Au tournant du millénaire, plusieurs autres changements importants dans les sensibilités théoriques concernant les villes ont pu être observés, et certains d'entre eux ont désormais acquis une grande influence. L'un de ces changements concerne une critique postcoloniale forte de la théorie urbaine. Robinson (2006) et Roy (2011a) affirment notamment qu'une grande partie du XX^e siècle

La théorie urbaine du XX^e siècle, dont les racines se trouvent principalement dans les pays du Nord, souffre d'un certain provincialisme intellectuel, ce qui remet en question sa prétention à l'universalité. À cet égard, Robinson (2011) défend avec vigueur ce qu'elle appelle « l'approche comparative » comme base pour construire des connaissances sur les villes et éviter les écueils d'une théorisation *a priori*, en particulier lorsqu'elle repose sur un échantillon limité de villes du Nord. Roy et Ong (2011) s'appuient sur ces points de départ pour plaider en faveur d'une « mondialisation » des villes, c'est-à-dire d'un effort visant à inclure davantage de villes dans le champ d'investigation et à reconnaître les relations réflexives entre l'urbain et le mondial. À certains égards, ces approches postcoloniales récentes font écho aux travaux d'auteurs antérieurs tels qu'Abu-Lughod (1965), Jacobs (1998) et King (1976), qui définissent l'urbanisme postcolonial de manière assez littérale, c'est-à-dire comme une condition urbaine façonnée par l'expérience du colonialisme. Au cours de la période postcoloniale, cette forme antérieure de développement urbain se fonde ou interagit avec les expériences de développement ultérieures façonnées par les politiques et les processus nationaux et mondiaux. Mais les travaux antérieurs ne prétendaient pas que la prise en compte des villes postcoloniales nécessitait soit le rejet de la théorie urbaine existante, soit le développement de formes alternatives de théorisation.

Un deuxième changement récent, qui recoupe le premier dans les travaux de certains chercheurs, préconise de nouveaux types d'approches méthodologiques pour la recherche urbaine, fondées avant tout sur la théorie de l'acteur-réseau et la théorie de l'assemblage. Ces approches consistent généralement à construire des réseaux rhizomatiques de relations urbaines, humaines et non humaines (voir, par exemple, Ong et Collier, 2004 ; Robinson, 2004 ; Sassen, 2008 ; Fariás et Bender, 2010 ; McFarlane, 2010 ; 2011 ; Rankin, 2011). Les travaux de cette seconde veine tentent de construire des images de l'urbain ou du territorial en élaborant des descriptions complexes de situations urbaines marquées par une forte particularité substantielle (cf. Wachsmuth *et al.*, 2011). Ces travaux évitent l'abstraction théorique *a priori*, même s'ils tentent parfois de généraliser en construisant des typologies basées sur des associations entre les phénomènes qu'ils décrivent (voir, par exemple, Roy et Ong, 2011). Néanmoins, le ton général de ces travaux est capturé par la notion de « ville ordinaire », caractérisée par sa diversité et sa spécificité, telle que décrite par Amin et Graham (1997), qui met fortement l'accent sur les particularités des lieux urbains individuels.

Cet aperçu trop succinct de la littérature du début du XX^e siècle à nos jours montre que les études urbaines sont sujettes à une discontinuité et à une disjonction endémiques et toujours plus marquées dans les cadres conceptuels, les questions et les méthodologies qui dominent la recherche. Cela n'est pas tout à fait surprenant, compte tenu de la complexité des causes de l'urbanisation et de la nature multiforme de l'urbain lui-même. De même, la « question urbaine », au sens d'une recherche liée à des objectifs politiques ou à des préoccupations stratégiques, semble changer de visage à chaque nouvelle génération de chercheurs en urbanisme. Ce sentiment de fragmentation se reflète également dans les mots d'ordre en constante évolution qui circulent dans la littérature, dans des tentatives successives de saisir des conjonctures spatiales ou temporelles particulières du développement urbain. Des termes tels que « villes captives », « villes manipulées », « villes postmodernes », « villes insurgées », « villes consommatrices », « villes machines de divertissement », « ville carcérale », « ville néolibérale », « ville fragmentée », « ville double », « ville numérique », « ville mondiale » et « ville créative », parmi tant d'autres, sont autant d'exemples familiers de ces mots d'ordre.

Nous reviendrons sur certaines des idées évoquées ci-dessus à un stade ultérieur de la discussion, lorsque nous les commenterons plus en détail à la lumière de notre propre analyse. Cela dit, notre objectif global dans cet article n'est pas de nous livrer à une critique détaillée de la littérature, et certainement pas de nier que les villes présentent des variations empiriques considérables dans le temps et l'espace ou qu'elles peuvent être étudiées de manière profitable en tant que cas uniques. Nous cherchons plutôt ici à construire un concept général de l'urbain et du processus d'urbanisation qui, selon nous, peut contribuer à établir un vocabulaire commun pour les débats qui prolifèrent dans ce domaine. Tout concept de ce type contribuera également à l'étude des villes en nous fournissant des indications qui facilitent cette tâche cruciale.

de démarquer la logique interne de l'urbanisation des autres processus sociaux. À ce titre, nous soutenons que notre approche théorique contribue en réalité à mettre en lumière plutôt qu'à déformer les particularités des villes individuelles et des groupes de villes. Au moins une partie de la cacophonie qui règne dans la littérature sur les études urbaines peut être attribuée en partie à l'incapacité des chercheurs à clarifier ces questions de définition et de démarcation.

Origines historiques des villes

Toutes les villes se caractérisent par une forte concentration de population et d'activités économiques, même si l'on ne sait pas vraiment où et comment fixer la limite inférieure de taille. Néanmoins, reconnaître la densité et l'agglomération comme caractéristiques générales des villes ne nous aide guère à expliquer l'urbanisation ou à répondre aux questions soulevées ci-dessus. Toute tentative d'élaborer un concept général de la ville est en outre compromise par le fait que les villes présentent généralement une grande diversité de phénomènes empiriques. La théorie urbaine est donc confrontée à la tâche de prendre en compte un ensemble complexe de similitudes et de différences. Pouvons-nous regrouper toutes les villes dans une catégorie commune de phénomènes ? Ou devons-nous les diviser en plusieurs catégories différentes et incomparables et, dans les cas extrêmes, en autant de catégories qu'il existe de villes individuelles ? La première étape pour répondre à ces questions consiste à établir certaines caractéristiques de l'urbanisation au fil du temps et à travers le monde qui semblent se prêter à une première série de descriptions théoriques.

— Les premières formes historiques d'urbanisation

Les villes n'apparaissent historiquement que là où il est possible d'obtenir un excédent alimentaire. Une fois qu'elles apparaissent dans le paysage, elles ont de forts effets de rétroaction sur le développement ultérieur de l'agriculture (Jacobs, 1969). De plus, lorsque la campagne génère une production excédentaire par rapport aux besoins de subsistance, il est possible de maintenir une cohorte de consommateurs non agricoles de cet excédent. Les membres de cette cohorte, qui détiennent souvent une combinaison de pouvoirs politiques, militaires, religieux et économiques, se regroupent fréquemment dans un espace géographique pour former des lieux urbains ou proto-urbains (Childe, 1950 ; Pirenne, 1952 [1925] ; Bairoch, 1988 ; Braudel, 1995 [1949]). Même dans les toutes premières villes, les agglomérations d'activités telles que l'administration politique, les cérémonies et les activités religieuses, la production artisanale (par exemple, pour les produits de luxe ou le matériel militaire) et le commerce sur les marchés constituaient presque toujours le cœur du processus urbain (Wheatley, 1971). L'agglomération se produit parce que ces activités impliquent une division du travail et d'autres interdépendances qui s'expriment dans des relations transactionnelles dont les coûts dépendent de la distance, et parce qu'elles peuvent tirer parti de synergies fonctionnelles en se regroupant dans un espace géographique. Divers types d'infrastructures contribuent à consolider le processus dynamique d'agglomération qui en résulte. En d'autres termes, l'une des caractéristiques centrales de l'urbanisation a toujours été sa capacité à générer de l'efficacité grâce à l'agglomération.

Les premiers centres urbains semblent avoir vu le jour au Moyen-Orient vers 7500 avant notre ère. Il s'agissait de groupes de peuplements de taille modeste, tels que Jéricho et Byblos. Vers 3500 avant notre ère, les excédents agricoles augmentaient et de nombreuses autres villes se formaient dans la zone géographique allant de la Mésopotamie à la côte méditerranéenne et à l'Égypte, ainsi qu'en Inde. La révolution concomitante dans l'organisation sociale et la formation des États, telle que décrite par Childe (1950), s'est reflétée dans l'urbanisation : des établissements permanents densément peuplés, abritant des spécialistes non agricoles et des bâtiments publics monumentaux, et présentant des relations de classe fondées sur les différences de richesse et de pouvoir (Smith, 2009). Les vagues d'urbanisation qui ont suivi dans les premiers États les plus avancés du monde comprennent les cités mycéniennes et minoennes de la Grèce antique, vers 2000 avant notre ère, les cités chinoises le long du fleuve Jaune entre 2000 et 1500 avant notre ère, la Rome antique vers 700 avant notre ère et les cités de Mésoamérique vers 200 avant notre ère. Ces développements ont été complétés par des progrès dans les technologies de transport des personnes et des marchandises. En effet, les villes ont *toujours* fonctionné comme des nœuds dans les systèmes de commerce à longue distance.

, comme l'illustre surtout Rome à l'époque d'Auguste, avec sa population de plus d'un million d'habitants, qui fonctionnait comme le nœud central d'un système commercial bien organisé s'étendant du nord de l'Europe au sud de la Méditerranée et jusqu'en Perse (Ward-Perkins, 2005). Il est important de noter que ces activités commerciales à longue distance ont souvent entraîné une spécialisation économique marquée des différents centres urbains (McCormick, 2001).

Si l'urbanisation a connu des progrès impressionnants dans diverses régions du monde au cours des 5 000 années précédant 1500, la croissance urbaine restait généralement soumise à de sévères contraintes. Même dans les zones où l'urbanisation était relativement forte, elle ne progressait pas de manière continue et linéaire, car la plupart des villes étaient prises au piège malthusien résultant de l'incertitude des excédents agricoles. Au cours de l'ère des explorations européennes aux XVI^e et XVII^e siècles, certaines de ces contraintes ont toutefois commencé à s'atténuer (Mann, 2011). Les coûts du commerce à longue distance ont commencé à baisser fortement, ce qui a permis de resserrer les liens entre des centres urbains éloignés et souvent hautement spécialisés. Malgré ces évolutions, ce n'est qu'à la fin du XVIII^e siècle, principalement en Europe occidentale, que le piège malthusien a été définitivement surmonté. La clé de cette évolution a été l'augmentation sans précédent des niveaux de productivité économique déclenchée par la révolution industrielle (Maddison, 2001 ; Bourguignon et Morrisson, 2002). Cela a non seulement permis de produire des biens manufacturés en quantités et dans une variété jusqu'alors inconnues, mais aussi, grâce à la mécanisation, de surmonter les limites et les aléas de l'agriculture. La révolution industrielle marque le début de l'ère moderne, où l'urbanisation commence véritablement. C'est une époque où la relation fondamentale entre le développement économique et l'urbanisation devient particulièrement évidente.

— L'industrialisation et ses conséquences

Au XIX^e siècle, alors que la révolution industrielle s'accélère dans les pays capitalistes les plus avancés, elle s'accompagne d'une croissance urbaine qui culmine dans les grandes villes industrielles des ceintures manufacturières américaines et ouest-européennes. Le XIX^e siècle voit également l'essor des centres de transbordement, de transformation des ressources, administratifs et commerciaux en Asie, en Amérique latine et dans certaines régions d'Afrique, souvent sous l'emprise des puissances coloniales. Plus tard, en particulier après le milieu du XX^e siècle, certaines villes du monde en développement se sont développées sous l'égide de programmes d'industrialisation parrainés par les gouvernements. Les villes ont continué à se développer dans les principaux pays capitalistes au cours du XX^e siècle grâce à l'industrie manufacturière, mais à partir des années 1970, beaucoup d'entre elles ont connu une période de désindustrialisation, les emplois se dispersant vers des régions et des pays à bas salaires, ce qui a souvent conduit à de graves crises dans les centres urbains. Après une période de transition marquée par une croissance lente dans les années 1970 et au début des années 1980, les grandes villes du centre ont connu un regain de vigueur au cours des années 1980. Les villes se sont alors retrouvées au centre d'une nouvelle économie « post-fordiste », caractérisée par un passage décisif d'une industrie manufacturière à forte intensité de matières premières à divers secteurs de haute technologie, de gestion, de logistique, de services, de conception et de culture. L'intensification de la mondialisation et l'émergence d'une nouvelle division internationale du travail depuis la fin des années 1970 ont également favorisé une vague importante d'urbanisation dans les pays en développement, où de nombreuses villes sont désormais d'importants producteurs de biens manufacturés destinés à l'exportation (McKinsey Global Institute, 2012). Plus récemment, un certain nombre de villes dans les anciens pays du « tiers monde » (en particulier les très grandes villes telles que Hong Kong, Séoul, Shanghai, Singapour, Mexico et São Paulo) commencent également à se débarrasser des emplois manufacturiers et à participer activement à la nouvelle économie post-fordiste (Scott, 2011).

Au cours des 200 dernières années, la population et les villes du monde entier ont connu une croissance continue et à un rythme plus rapide que jamais auparavant. À l'époque contemporaine, l'urbanisation a atteint de nouveaux sommets, tant dans les régions les plus développées économiquement

avancées du monde et dans de nombreuses régions moins avancées également, et une plus grande partie de l'humanité est aujourd'hui urbanisée que jamais auparavant. Le point essentiel à retenir ici est toutefois que, tout au long de l'histoire, l'urbanisation a été fondamentalement engendrée par une interaction complexe entre le développement économique, la division du travail, l'agglomération, la spécialisation et le commerce extérieur. En conséquence, nous pouvons dire que *la raison d'être* la plus fondamentale des villes, du moins à l'époque moderne, réside dans leur rôle de centres de production et d'échange économiques au sein de systèmes plus larges de commerce régional, national et international. Les villes sont toujours bien plus que cela, comme nous le verrons bientôt ; cependant, ce n'est qu'à partir d'une analyse qui commence par la dynamique spatiale complexe de l'activité économique que nous pouvons parvenir à une explication de la dynamique d'agglomération commune à toutes les villes.

Agglomération : production, commerce et urbanisation

Le développement économique croissant d'un pays a des répercussions importantes sur la croissance urbaine par le biais des processus d'agglomération et de spécialisation. Cette relation se manifeste par une corrélation empirique positive constante entre les taux d'urbanisation nationaux (c'est-à-dire la proportion de citoyens par rapport à la population totale) et le PIB par habitant (*cf.* Renaud, 1979).² Cependant, une relation bidirectionnelle interdépendante est également à l'œuvre ici, à savoir celle dans laquelle les villes constituent les fondements essentiels de la poursuite de la croissance et du développement économiques (Banque mondiale, 2009 ; Henderson, 2010). L'expansion économique et l'urbanisation doivent donc être comprises comme étant étroitement liées dans une relation récursive dépendante du cheminement au fil du temps, dont le point d'articulation essentiel est centré sur les processus d'agglomération.

Il existe aujourd'hui une littérature abondante sur les aspects techniques de l'agglomération en tant que telle, et il n'est donc pas nécessaire de revenir ici sur ce thème, si ce n'est peut-être pour noter que, selon les termes utilisés par Duranton et Puga (2004), l'agglomération peut être généralement comprise comme un mécanisme de partage, d'appariement et d'apprentissage. Le partage fait référence aux interconnexions locales denses au sein des systèmes de production ainsi qu'aux indivisibilités qui rendent nécessaire la fourniture de certains types de services urbains en tant que biens publics. L'appariement fait référence au processus de mise en relation des personnes et des emplois, un processus grandement facilité par l'existence d'un vaste bassin local d'entreprises et de travailleurs. L'apprentissage fait référence aux flux d'informations formels et informels denses (qui ont tendance à stimuler l'innovation) rendus possibles par l'agglomération et qui, à leur tour, renforcent l'agglomération. Prises ensemble, ces propriétés de l'agglomération donnent lieu à des synergies économiques puissantes et mesurables (voir également Scott, 1988 ; Storper 1997 ; 2013 ; Fujita et Thisse, 2002).

Ces observations contredisent l'affirmation d'Amin et Thrift (2002 : 27) selon laquelle la ville « n'est pas un lieu de liens significatifs et immédiats » et qu'aucun effet économique et social spécifique ne découle de « l'agglomération, la densité et la proximité » (*ibid.* : 53). Au contraire, ces dimensions de la réalité urbaine sont des caractéristiques fondamentales et déterminantes des villes partout dans le monde, même dans un monde où les villes sont de plus en plus interconnectées. Mais, en outre, l'agglomération en tant que processus et résultat va bien au-delà de la question étroite des fondements techniques de la géographie économique, car elle est une caractéristique quasi universelle de l'existence humaine. L'agglomération touche de nombreuses dimensions sociales, culturelles et politiques/administratives de la vie humaine ; elle a donc des effets de rétroaction puissants non seulement sur le développement économique, mais aussi sur la société dans son ensemble. Cela n'a jamais été aussi vrai qu'aujourd'hui. L'agglomération est le ciment qui maintient la cohésion de la ville en tant qu'ensemble complexe d'activités humaines et qui sous-tend, par le biais des ressources communes endémiques et des conflits sociaux des zones urbaines, une forte

2 Nous reconnaissons qu'au moins certains théoriciens urbains postcoloniaux pourraient considérer ces remarques comme équivalentes à une vision « développementaliste » des processus urbains, dans laquelle les villes situées en dehors de l'Occident moderniste développé sont considérées (de manière péjorative) comme étant caractérisées uniquement par ce qu'elles ne sont pas (c'est-à-dire développées et modernes). Nous n'avons aucune intention d'insinuer une telle interprétation ici.

forme distinctive de politique, comme nous le montrerons plus loin. En outre, nous devons une fois encore rappeler que les fonctions économiques des villes sont profondément influencées par le commerce extérieur. Les villes ne se développent et ne croissent pas uniquement sur la base de leurs relations internes ; elles sont également façonnées par la répartition géographique des activités. Le commerce permet aux villes de se spécialiser et de vendre leurs produits en échange des produits spécialisés d'autres lieux. La viabilité économique des villes et la croissance du commerce à longue distance sont donc des phénomènes complémentaires qui se renforcent mutuellement. Dans le capitalisme, en particulier, la dynamique fondamentale de l'agglomération du capital et de la main-d'œuvre, combinée à la répartition interrégionale des personnes, des ménages, des capitaux et des entreprises, conduit à des systèmes de villes liées mais spécialisées à différentes échelles, du niveau national au niveau mondial (Black et Henderson, 2003 ; Henderson et Venables, 2009).

Cette insistance sur l'agglomération renvoie directement à une question connexe qui fait depuis longtemps l'objet d'un débat considérable : si la notion d'agglomération a un sens, ne devrions-nous pas également être en mesure de circonscrire les agglomérations individuelles dans l'espace géographique et, à la limite, de distinguer une agglomération d'une autre ? Cette question a pris une importance nouvelle à la lumière des affirmations de Brenner (2013), qui suggère que nous entrons désormais dans une ère de champs urbains planétaires qui remettent en question toute insistance sur l'échelle spécifiquement locale de l'agglomération. Nous avons déjà noté que toutes les villes, depuis l'Antiquité, ont fonctionné comme des systèmes d'interactions locales denses imbriquées dans des mouvements complexes à longue distance de personnes, de biens et d'informations. Compte tenu de cette observation, nous admettons d'emblée que les villes sont fortement et de plus en plus interdépendantes les unes des autres dans des réseaux relationnels. De même, il ne peut y avoir de frontière rigide et absolue entre une ville donnée et le reste de l'espace géographique. Cependant, une fois ces points établis, nous devons encore affirmer le statut de la ville en tant qu'articulation concrète, localisée et scalaire au sein de l'économie spatiale dans son ensemble, identifiable en raison de sa polarisation, de ses utilisations spécialisées du sol, de ses réseaux d'interaction relativement denses (y compris ses rythmes de vie quotidiens et hebdomadaires) et de la manière dont elle façonne non seulement les processus économiques (tels que la formation des prix du foncier, du logement et de la main-d'œuvre), mais aussi les dynamiques de socialisation, les mentalités et les cultures. On pourrait dire que la ville est à l'économie spatiale ce qu'une montagne est à la topographie plus large dans laquelle elle s'inscrit. Ni dans le cas de la ville ni dans celui de la montagne, il n'est possible de tracer une ligne définitive qui les sépare de leur contexte plus large, mais dans les deux cas, certaines différences d'intensité et de forme rendent raisonnable et pragmatiquement significatif de les traiter comme des entités séparables. De plus, la spécificité de l'urbain ne dépend pas tant du rapport brut entre ses transactions internes et externes, mais plutôt des qualités contrastées de ces deux types de transactions et de leurs effets liés à leur localisation. En fait, les transactions intra-urbaines sont généralement très différentes des transactions à longue distance en ce sens qu'elles se caractérisent généralement par des coûts unitaires élevés par unité de distance et un contenu dense d'informations tacites (d'où la nécessité fréquente de contacts face à face), et ce type de transactions interpersonnelles est l'un des piliers de l'agglomération urbaine (Storper et Venables, 2004 ; voir également Scott, 2001).

Quoi qu'il en soit, même si la mondialisation s'intensifie, de nombreuses données empiriques suggèrent que l'échelle urbaine des interactions reste extrêmement dynamique, voire de plus en plus (Duranton et Storper, 2008). Dans son étude sur l'urbanisation américaine, Pred (1973) a souligné que dès le XVIII^e siècle, les transactions locales avaient tendance à se développer parallèlement à la croissance du commerce à longue distance. Hummels (2008) a indiqué que la grande majorité des échanges commerciaux actuels se déroulent dans un cadre purement local, et d'autres analystes tels que Charlot et Duranton (2006), Reades (2010) et Storper et Venables (2004) montrent que les interactions locales en face à face et les voyages d'affaires longue distance se développent de manière complémentaire. De même, les interactions scientifiques localisées augmentent parallèlement aux échanges scientifiques et de connaissances à longue distance (Zucker et Darby, 2006 ; Sonn et Storper, 2008). Plus précisément, l'

essor d'un système mondial en voie de mondialisation a été associé, du moins jusqu'à présent, non pas au déclin des villes, mais plutôt à l'intensification des processus d'agglomération/d'urbanisation sur les cinq continents.

Le lien entre les terres urbaines

La discussion menée jusqu'à présent identifie un aspect majeur du processus d'urbanisation comme étant ancré dans la concentration spatiale de la production et dans une dynamique multiforme, circulaire et cumulative de regroupement et de tri. Nous nous appuyons désormais sur cette base pour identifier une caractéristique connexe qui est tout aussi essentielle à toute description de la nature de la ville. Nous appelons cette caractéristique le « *nexus foncier urbain* », c'est-à-dire un ensemble interactif d'utilisations du sol qui exprime la manière dont les activités sociales et économiques de la ville se condensent en une mosaïque différenciée, polarisée et localisée (Roweis et Scott, 1978 ; Scott, 1980). En d'autres termes, le lien foncier urbain correspond à la structure essentielle de l'espace intra-urbain. Ce phénomène apparaît comme l'expression extensive de l'agglomération et, dans la société moderne, il est largement façonné par le comportement des entreprises à la recherche de sites de production et des ménages à la recherche d'espaces de vie. Ces formes de comportement sont généralement structurées par des mécanismes de marché qui génèrent des prix fonciers qui arbitrent les utilisations et maintiennent des modèles distinctifs d'allocation spatiale. En outre, les propriétaires et les utilisateurs de terrains (entreprises et ménages) exigent certains types de proximité les uns par rapport aux autres, tout en cherchant à éviter les emplacements où ils pourraient subir des retombées négatives et d'autres effets préjudiciables sur leurs activités. Cependant, les résultats de cette activité sont intrinsèquement problématiques. En effet, l'offre d'espace à un endroit donné de la ville est toujours très inélastique, de sorte que les préférences en matière d'accès et de séparation (ou, à l'inverse, de proximité et d'évitement) ne peuvent presque jamais être pleinement satisfaites, une situation difficile qui est amplifiée par les différences de capacité de paiement et les rigidités d'implantation qui sont des éléments intrinsèques des formes construites du lien entre les terrains urbains.

Les entreprises et les ménages représentent les éléments fondamentaux de deux grandes divisions du lien foncier urbain, identifiables respectivement comme l'espace de production de la ville où se concentrent le travail et l'emploi, et l'espace social de la ville tel qu'il se manifeste dans les quartiers résidentiels, généralement différenciés par des variables telles que le revenu, la race et la classe sociale. En outre, un troisième espace peut être détecté, à savoir l'espace de circulation de la ville, qui est représenté par les infrastructures et les connexions artérielles qui facilitent les flux intra-urbains de personnes, de biens et d'informations. Ces trois composantes majeures du lien foncier urbain se caractérisent par une diversité empirique et une interpénétration infinies, donnant lieu, à leur tour, aux niveaux élevés d'idiosyncrasie qui caractérisent les villes individuelles. Néanmoins, elles peuvent également être décrites en termes théoriques en raison de leurs racines dans des processus généralisables d'agglomération/polarisation et de leur intégration fonctionnelle dans l'espace urbain dans son ensemble. En outre, et même si une grande partie de l'espace interne de la ville est divisée en unités foncières pouvant être détenues et échangées individuellement, le lien foncier urbain est bien plus qu'une simple agrégation de lieux privés indépendants. Les unités foncières urbaines – au sens d'emplacements individuels dans l'espace intra-urbain, ainsi que de quartiers ou de districts entiers, desservis par des infrastructures et dont les caractéristiques sont façonnées par la proximité et la séparation d'autres utilisations du sol – reflètent les nombreuses actions individuelles, communautaires et politiques qui les affectent invariablement. Cette remarque inclut, mais va au-delà, de la notion standard selon laquelle l'utilisation privée des terrains génère des effets d'externalité ou que sa production est le résultat d'interventions publiques face aux défaillances du marché. La nature essentielle du terrain urbain est qu'il est à la fois privé et public, individuel et collectif, et que sa forme et son apparence expriment la dynamique entremêlée des actions individuelles des entreprises et des ménages et de l'action collective de diverses institutions de contrôle et de gouvernance.

En corollaire, le lien entre les terrains urbains est le lieu où se concentrent de nombreux actifs et passifs communs, ce qui signifie qu'en l'absence de mécanismes efficaces de coordination collective, il est sujet à de nombreux types de dysfonctionnements allant des pannes d'infrastructures aux conflits d'implantation, en passant par la détérioration des quartiers et la pollution environnementale. Sans institutions capables de mettre en œuvre des mesures de planification et des politiques appropriées, ces dysfonctionnements compromettraient sans aucun doute la viabilité de la ville, car la logique du marché seule est intrinsèquement incapable de réguler les biens communs urbains dans l'intérêt de l'efficacité économique et du bien-être social. C'est pourquoi des organismes d'action collective non marchands voient généralement le jour afin de maintenir le lien foncier urbain dans un état de fonctionnement acceptable. Ces organismes sont parfois de nature purement locale, parfois ils existent à des niveaux supérieurs dans la hiérarchie globale de la gouvernance. La réglementation de l'utilisation des sols, par exemple, est principalement (mais pas nécessairement exclusivement) initiée par des institutions *locales*, notamment des organismes gouvernementaux officiels et divers types d'associations civiles. En revanche, le soutien financier aux projets de construction de transports est souvent fourni par des agences de niveau supérieur. Parallèlement, les agences d'action collective, urbaines et supra-urbaines, s'engagent souvent dans des formes d'intervention visant des problèmes qui existent au sein de la ville mais qui n'ont qu'un rapport indirect avec le lien foncier urbain en tant que tel. Parmi les exemples de ce type d'intervention, on peut citer la réglementation des dispositions administratives des hôpitaux ou la formulation de règles de sécurité dans les aéroports. Dans ce dernier cas, les collectivités locales agissent souvent comme des agences chargées de transmettre les mandats des instances supérieures aux circonscriptions urbaines. En raison de ces différents courants contraires perceptibles dans les institutions gouvernementales urbaines, on peut dire que ces dernières jouent un rôle hybride, à la fois purement local (et intrinsèque à la dynamique du lien foncier urbain) et influencé par des pressions socio-économiques plus larges. Il se peut fort que la perplexité largement répandue concernant l'objectif et les fonctions du gouvernement urbain (telle qu'exprimée, par exemple, par Cochrane, 2006) soit due en partie à une incapacité à reconnaître cette interpénétration essentielle des échelles et des fonctions dans la sphère de la gouvernance.

La portée et les limites de l'urbain

Cette masse de *relations* urbaines doit désormais être replacée dans le contexte plus large de la société dans son ensemble, sans toutefois confondre les deux afin de ne pas perdre la spécificité de la ville. À l'heure actuelle, les processus d'urbanisation sont profondément influencés par les relations sociales et foncières du capitalisme, même s'ils ne peuvent être réduits à des expressions fonctionnalistes de ces relations, car ils sont également façonnés par des idées, des intérêts et des politiques. Ainsi, les villes constituent aujourd'hui des bases essentielles au fonctionnement de la plupart des systèmes économiques, mais elles ne remplissent pas automatiquement ce rôle de manière optimale. Au contraire, les villes génèrent souvent des conditions qui ont des répercussions négatives sur la viabilité des arrangements économiques, politiques ou sociaux plus larges.

Un point de départ pour traiter ces questions consiste à reprendre les arguments avancés dans la section précédente et à insister sur la distinction entre les problèmes qui se posent *dans* les villes mais qui ne sont pas intrinsèquement urbains et les problèmes *des* villes au sens strict tels qu'ils sont identifiés ici, c'est-à-dire ceux qui tournent autour des processus d'agglomération *et* de polarisation et des interactions associées au sein du nexus urbain. Par exemple, les villes comptent généralement de nombreuses personnes pauvres, mais cela ne signifie pas nécessairement que tous les aspects de la pauvreté sont intrinsèquement urbains ou que la pauvreté est principalement causée par l'urbanisation (Slater, 2013). La pauvreté est principalement engendrée par un ensemble de processus macrosociaux liés au niveau de développement économique, à la structure globale des possibilités d'emploi et à l'accès à l'éducation et à la formation. Cela dit, certaines conditions urbaines peuvent incontestablement aggraver ou améliorer les niveaux de pauvreté, par exemple lorsque des problèmes de quartier sont concentrés, tels que la prévalence

culture des gangs, influencent les résultats scolaires des enfants (Sampson, 2012). L'attention portée par les politiques à ces problèmes spécifiquement urbains peut entraîner des ajustements des taux de pauvreté globaux, mais elle ne permettra pas d'éliminer la pauvreté une fois pour toutes. Le boom et l'effondrement du marché immobilier aux États-Unis au cours de la première décennie du XXI^e siècle constituent un autre exemple de la différence analytique entre les problèmes dans les villes et les problèmes des villes. Le boom immobilier des subprimes n'a pas été principalement causé par l'urbanisation, mais plutôt par un certain nombre d'innovations dans le secteur financier liées à l'extension du crédit hypothécaire à des ménages à risque. L'offre excédentaire de capitaux qui en a résulté a généré une bulle spéculative dans le secteur immobilier, de sorte que lorsque les rendements des investissements dans ce secteur se sont effondrés, une spirale de baisse des valeurs immobilières et d'abandon des logements s'est produite. En conséquence, une crise qui n'était pas fondamentalement urbaine à l'origine s'est ensuite traduite en termes spécifiquement urbains, comme en témoignent la détérioration des quartiers et les chaînes d'externalités négatives qui en découlent. Ces remarques nous aident à mieux cerner l'urbain en tant que domaine d'analyse et, surtout, à sauver au moins certaines de ses caractéristiques essentielles de l'éclectisme (et des échecs concomitants des politiques ciblées) qui hante actuellement le domaine des études urbaines.

Généralité et différence dans l'analyse urbaine

Les villes sont toujours intégrées dans des systèmes plus larges de relations sociales et politiques à différentes échelles. Ces circonstances contextuelles confèrent à chaque centre urbain des caractéristiques distinctives et donnent lieu à de nombreuses variations dans leur forme et leur fonction à travers le temps et l'espace. Ainsi, certaines villes sont entrées dans une phase post-industrielle, d'autres sont dominées par l'emploi dans le secteur manufacturier ; certaines sont situées dans des pays relativement prospères, d'autres dans des pays où la pauvreté est endémique ; certaines sont intégrées dans des sociétés relativement homogènes en termes de composition raciale et ethnique, d'autres dans des sociétés caractérisées par une grande diversité à cet égard ; certaines sont soumises à des cadres sociaux et politiques autoritaires, d'autres à des relations plus ouvertes et démocratiques ; certaines se trouvent dans le Nord global, d'autres dans le Sud global ; et ainsi de suite, pratiquement *à l'infini*. Nous pouvons nous demander si les variations certes énormes dans la composition empirique des villes, qui résultent de ces contextes différents, justifient une pluralité de concepts différents de l'urbain. Ou pouvons-nous trancher ce nœud gordien pour révéler un concept cohérent de la ville en tant qu'objet d'étude théorique ?

Nous avons plaidé en faveur d'une réponse affirmative à cette dernière question en insistant sur le fait que l'essence du processus d'urbanisation réside dans le double statut des villes en tant que pôles d'activité productive et de vie humaine qui se déploient ensuite en réseaux denses et hétérogènes d'utilisations du sol, de lieux et d'arrangements institutionnels/politiques connexes. Même ainsi, ce serait une grave erreur de négliger les variations empiriques qui existent d'une ville à l'autre ou d'ignorer les variables contextuelles qui façonnent l'individualité de certaines villes. Cinq de ces variables semblent jouer un rôle particulièrement important, sans pour autant nier la nature générale de l'urbanisation en tant que mode particulier d'intégration et d'interaction spatiales. Leur signification et leur importance pour les études urbaines peuvent être résumées comme suit :

- 1 Les niveaux globaux de développement économique varient énormément dans le temps et dans l'espace. Parallèlement, les villes situées dans des contextes de développement contrastés présentent des profils très différents en ce qui concerne leur base économique, leurs infrastructures et la répartition de leur population entre riches, pauvres et classes moyennes.
- 2 Les règles qui régissent l'allocation des ressources ont des répercussions importantes sur le développement urbain. Une société qui alloue ses ressources par le biais des marchés le fera généralement différemment d'une société qui gère l'allocation des ressources par le biais de règles non marchandes ou d'un système hybride combinant un système de marché et des réglementations urbanistiques strictes.

- 3 Les structures dominantes de stratification sociale, y compris les variations raciales et ethniques, ont un impact considérable sur la formation des quartiers.
- 4 Une autre source importante de différences provient des normes et traditions culturelles. Celles-ci influencent une multitude de pratiques et de modes de vie qui affectent le paysage urbain, notamment la formation, l'évolution et la persistance des quartiers, ainsi que le fonctionnement des marchés du travail locaux.
- 5 Les conditions générales de l'autorité et du pouvoir politiques laissent des traces profondes sur le développement urbain dans toute société donnée. Ces conditions définissent généralement la portée des activités des collectivités locales et de l'urbanisme, et influencent donc le fonctionnement spatial détaillé du lien entre le territoire urbain et l'espace, tout comme elles ont presque toujours de fortes implications sur la dynamique de la contestation politique locale.

En ce qui concerne ce dernier point, les conditions générales de l'autorité et du pouvoir politiques se révèlent souvent sous une forme médiatisée dans la silhouette des villes, comme dans le cas des vestiges de la monumentalité impériale que l'on peut observer à Londres et à Paris, du gigantisme soviétique qui continue de planer sur Moscou, des reliques féodales qui abondent dans les villes asiatiques, de Bangkok à Pékin, et des vestiges coloniaux qui caractérisent les villes dans de nombreuses régions d'Amérique latine.

Compte tenu des particularités des phénomènes empiriques qui se produisent dans les villes et de la manière dont les variables contextuelles énumérées ci-dessus renforcent le sentiment d'une diversité irréductible, les villes présentent invariablement, à première vue, un degré déconcertant d'individualité. Il n'est donc pas étonnant que tant d'analystes soient tentés de traiter chaque ville comme un cas particulier et d'insister sur la futilité et les dangers de l'abstraction conceptuelle. Nous pourrions qualifier le style d'analyse urbaine qui en découle de « nouveau particularisme », mais nous nous empressons d'ajouter qu'il existe différentes voies conceptuelles pour aborder ce type de recherche. L'une d'entre elles peut être identifiée dans les approches actuellement en vogue de l'analyse urbaine, représentées par la théorie de l'assemblage et la théorie de l'acteur-réseau, comme nous l'avons vu précédemment. Dans leur application pratique aux études urbaines, ces approches tendent à donner une impression radicale de la singularité des villes en se concentrant sur la description de combinaisons kaléidoscopiques de contingences discrètes, au détriment des structures et des processus sous-jacents récurrents. La méthode comparative actuellement privilégiée par un certain nombre de géographes est également, à notre avis, susceptible par défaut de privilégier les particularités des résultats urbains, malgré les affirmations de Robinson (2011) concernant ses capacités à générer des théories. En fait, un travail comparatif significatif exige que nous ayons une idée théorique claire de la signification et des propriétés des unités d'analyse *avant* d'entamer la comparaison. En l'absence de cette idée, nous n'avons aucune ligne directrice quant aux points de comparaison appropriés ou à ce qui, précisément, justifie une étude comparative. Notre argument ici n'est pas que les particularités empiriques sont intrinsèquement inintéressantes ou sans valeur, loin de là. Nous avançons plutôt l'argument évident et éculé selon lequel, dans toute entreprise scientifique, l'abstraction conceptuelle aide en fait le chercheur à révéler des niveaux *significatifs* de diversité et de différence dans les données d'observation de base, tout comme elle est une condition préalable essentielle à la construction de taxonomies empiriques utiles. À un certain niveau d'analyse, par exemple, les banlieues brunes et noires de Paris diffèrent fortement des communautés racialement et ethniquement distinctes du centre-sud de Los Angeles ou des barrios de Caracas. De même, les quartiers huppés de Londres sont très différents de ceux de Tokyo, tout comme ces deux cas sont très différents des communautés privilégiées de Gávea ou São Conrado à Rio de Janeiro. Pourtant, au-delà des différences empiriques évidentes entre ces exemples (et notons que les termes « quartier » et « communauté » ont déjà une résonance théorique), nous observons des mécanismes largement observables de ségrégation sociale résultant du fonctionnement des marchés fonciers et immobiliers, combiné à des relations agonistiques entre les races, les classes et les ethnies. De la même manière, des réponses politiques précises aux problèmes et aux difficultés rencontrés dans chaque cas particulier

Les exemples de développement urbain diffèrent invariablement les uns des autres, mais là encore, de manière presque toujours liée à la dynamique du lien entre le territoire urbain et ses formes génériques de dégradation et de désordre collectif liés aux retombées négatives, à la croissance excessive ou au déclin économique chronique, aux déséquilibres entre l'emploi et le logement, aux propriétés abandonnées, à la congestion, à la pollution, à la détérioration des infrastructures, aux conflits liés à l'accès à l'espace urbain et aux biens publics, aux quartiers socialement dysfonctionnels, à l'étalement urbain et à tout le reste.

Le particularisme, bien sûr, peut souvent être un attribut positif du travail universitaire. Il est source de détails empiriques critiques et de couleurs descriptives, et il constitue sans aucun doute une dimension très appropriée des riches études ethnographiques produites par de nombreux promoteurs des approches postcoloniales de l'analyse urbaine. Néanmoins, la défense délibérée du « désordre » de la vie urbaine dans certaines de ces approches – comme dans la description de Simone (2004 : 408) des conditions urbaines comme résultant de l'entrelacement de « combinaisons complexes d'objets, d'espaces, de personnes et de pratiques » — est superficiellement correcte, mais radicalement incomplète car, comme nous l'avons soutenu, il existe des régularités systématiques dans la vie urbaine qui se prêtent à des niveaux élevés de généralisation théorique. Dans le même temps, il existe une tension ambiguë dans la littérature urbaine postcoloniale entre le particularisme d'une part et la volonté de construction et de reconstruction théoriques d'autre part. Une opinion largement répandue dans une grande partie de cette littérature est que les villes du Sud contredisent une grande partie de la théorie urbaine telle qu'elle a été formulée jusqu'à présent, et Roy (2009 : 820) a invoqué cette notion pour justifier son affirmation selon laquelle il est temps « d'ouvrir la géographie théorique ». Le principe de prudence doit toujours être encouragé dans les travaux universitaires, mais de même, l'iconoclasme pur et simple ne peut se justifier uniquement et en principe par le fait que les géographies existantes sont fondées sur un « répertoire de villes » limité qui exclut telle ou telle forme de variation empirique. Nous sommes tout à fait d'accord avec l'idée que l'examen des villes du Sud peut nécessiter une reformulation radicale de la théorie urbaine, mais cette reformulation ne viendra pas uniquement du fait que ces villes présentent des différences empiriques *prima facie* par rapport à celles du Nord (ou, en fait, les unes par rapport aux autres). Elle proviendra plutôt des nouvelles perspectives, jusqu'ici insoupçonnées, que l'étude de l'urbanisation dans les pays du Sud pourrait apporter sur la logique et le fonctionnement interne des processus d'agglomération urbaine et les dynamiques associées du lien entre les villes et les terres urbaines, telles que nous les comprenons actuellement. Nous pourrions ajouter, dans ce contexte, que l'appel à un nouveau type d'analyse urbaine « cosmopolite » (Robinson, 2006) et qui met l'accent sur la « mondialisation » des villes (Roy, 2011b) a un caractère essentiellement gestuel, compte tenu de son manque de spécificité quant à la manière dont elle pourrait fournir des informations sur la genèse et le caractère fondamental de l'urbanisation, *en tant que* système ancré d'espaces denses, polarisés et en interaction, constituant le lien entre les terres urbaines. Cette absence de spécificité est soulignée par la remarque de Robinson (2011 : 13) selon laquelle la ville peut être considérée comme « un lieu d'assemblage, de multiplicité et de connectivité », une affirmation presque entièrement indéterminée qui (à l'instar de la citation de Simone ci-dessus) ne parvient manifestement pas à distinguer la ville en tant que phénomène social concret et distinctif de la vaste réalité historique et géographique dans son ensemble.

Implications pour la recherche et les politiques urbaines

Nous avons précédemment soutenu qu'une théorie urbaine viable devrait nous permettre de distinguer les dynamiques de la vie sociale qui sont intrinsèquement urbaines de celles qui relèvent davantage de la sphère extra-urbaine, même lorsqu'elles peuvent être observées empiriquement à l'intérieur des villes. La tâche n'est pas aisée, mais dans la discussion précédente, nous avons fourni un certain nombre de critères pour toute tentative d'y parvenir.

Notre approche met l'accent sur les points communs entre tous les types de villes et les processus organisationnels qui les façonnent. Cette manière de procéder permet d'éviter toute impulsion précipitée à prendre certains exemples spectaculaires ou particuliers d'urbanisation

développement (par exemple, l'infrastructure délabrée et la violence à Kinshasa, les vastes bidonvilles de Mumbai ou l'effondrement financier actuel des villes du sud de l'Europe) comme un signal clair indiquant qu'une reformulation de la théorie est nécessaire (Roy, 2011a ; comparer avec Boo, 2011). De plus, et c'est certainement là un aspect important de sa force, notre approche s'oppose à une autre tentation injustifiée (largement mise en évidence dans Dick et Rimmer, 1998) selon laquelle les villes du monde entier convergent toutes vers un modèle empirique commun. Aucune de ces propositions n'a pour but, soit dit en passant, de justifier ou de promouvoir l'une ou l'autre des théories de l'urbain qui ont vu le jour et disparu au cours du siècle dernier et même avant. De nombreuses théories erronées ont été formulées au fil des ans et nous pouvons identifier de nombreux cas où des idées développées dans un contexte urbain ont été appliquées de manière inappropriée à d'autres. Un exemple frappant de cette mauvaise application, comme le remarque à juste titre Robinson (2006), se trouve dans les tentatives du milieu du XX^e siècle d'interpréter la vie urbaine dans la Copperbelt zambienne à travers le prisme de la théorie de l'école de Chicago³.

Ces préoccupations se répercutent directement sur toute réflexion concernant la relation entre la théorie urbaine et l'intervention politique. La littérature sur la politique urbaine a déjà ouvert un débat fructueux sur cette question en établissant une distinction entre les « politiques territoriales », qui ciblent des villes ou des quartiers particuliers, et les « politiques sociales », qui ciblent des catégories socio-économiques particulières, indépendamment de leur localisation (Glickman, 1981 ; Glaeser et Gyourko, 2005 ; Freedman, 2012). Les analystes de la pauvreté urbaine, en particulier, ont vivement débattu de cette distinction et ont fait de nombreux progrès dans l'identification des potentialités et des limites des politiques axées sur les lieux (telles que les interventions visant à modérer la concentration spatiale ou l'isolement des personnes pauvres dans certains quartiers) par rapport à celles axées sur les personnes (telles que les interventions visant à corriger des facteurs tels que l'éclatement familial ou l'échec scolaire). Les questions en jeu sont loin d'être tranchées, et le débat reste ouvert alors que la recherche continue de produire de nouveaux résultats sur les racines urbaines et socio-économiques de la pauvreté et des inégalités. La littérature contient également de nombreuses affirmations clairement exagérées sur le rôle et le pouvoir des villes dans la vie politique. Par exemple, de nombreux ouvrages considèrent actuellement l'urbain comme la principale source des tendances et mouvements politiques émancipateurs (par exemple, Soja, 2010 ; Harvey, 2012). Il ne fait guère de doute que les villes, précisément en raison de leur taille et de leur densité, jouent un rôle central dans le débat politique et sont le théâtre de manifestations populaires et de mobilisations politiques. Ces questions doivent donc occuper une place prépondérante dans toute théorie urbaine générale, tout comme les conflits spécifiquement urbains portant sur des questions telles que l'accès aux biens de consommation collective dans la ville ou les différences injustes dans les dépenses publiques consacrées au développement des quartiers. Cependant, l'étiologie fondamentale de la contestation politique dans la société contemporaine dépasse largement le domaine de la ville au sens strict, car elle touche au cœur même de la vie sociale, où résident les mécanismes fondamentaux de l'injustice, de l'inégalité, de l'oppression politique et d'autres causes majeures d'inégalité et de troubles. En conséquence, nous n'hésitons pas à qualifier les affirmations actuellement répandues qui tendent à assimiler toutes les formes d'action sociale et politique à une totalité urbaine comme des cas de grave excès conceptuel (*cf.* Cox, 2001 ; Purcell, 2006). Même au XXI^e siècle, alors que, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la majeure partie de l'existence humaine est géographiquement concentrée dans les villes, cette existence ne peut pas être décrite, dans son ensemble ou même en grande partie – *contrairement à ce que soutient Lefebvre* –, comme étant *intrinsèquement* urbaine au sens où nous l'avons défini ci-dessus.

Allen J. Scott, Département de géographie, UCLA, 1255 Bunche Hall, Los Angeles, CA 90095-1524, États-Unis, ajscott@ucla.edu

Michael Storper, Département de géographie et d'environnement, London School of Economics, Houghton Street, Londres WC2A 2AE, Royaume-Uni, m.storper@lse.ac.uk

3 Nous pourrions ajouter que la théorie de l'école de Chicago présentait également de graves lacunes, même dans son application à Chicago.

Références

- Abu-Lughod, J. (1965) Tale of two cities: the origins of modern Cairo. *Comparative Studies in Society and History* 7.4, 429–57.
- Amin, A. et S. Graham (1997) The ordinary city. *Transactions de l'Institut des géographes britanniques* 22.4, 411–29.
- Amin, A. et N. Thrift (2002) *Villes : réinventer l'urbain*. Polity, Cambridge.
- Bairoch, P. (1988) *Villes et développement économique*. University of Chicago Press, Chicago.
- Black, D. et J.V. Henderson (2003) Évolution urbaine aux États-Unis. *Journal of Economic Geography* 3.4, 343–72.
- Boo, K. (2011) *Behind the beautiful forevers: life, death and hope in a Mumbai undercity*. Random House, New York.
- Bourguignon, F. et C. Morrisson (2002) Inequality among world citizens: 1820–1992. *American Economic Review* 92.4, 727–44.
- Braudel, F. (1995 [1949]) *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*. University of California Press, Berkeley et Los Angeles.
- Brenner, N. (1999) La mondialisation comme reterritorialisation : le redimensionnement de la gouvernance urbaine dans l'Union européenne. *Études urbaines* 36.3, 431–51.
- Brenner, N. (2013) Thèses sur l'urbanisation. *Public Culture* 25.1, 85–114.
- Castells, M. (1968) Y a-t-il une sociologie urbaine ? *Sociologie du Travail* 1.1, 72–90.
- Castells, M. (1972) *La question urbaine*. Maspero, Paris.
- Charlot, S. et G. Duranton (2006) Villes et communication sur le lieu de travail : quelques données quantitatives françaises. *Études urbaines* 43.8, 1365–94.
- Childe, V.G. (1950) La révolution urbaine. *Town Planning Review* 21.1, 3–17.
- Cochrane, A. (2006) *Comprendre la politique urbaine : une introduction critique*. Blackwell, Oxford.
- Cox, K.R. (2001) Territorialité, politique et urbanisme. *Political Geography* 20.6, 745–62.
- Dick, H.W. et P.J. Rimmer (1998) Au-delà de la ville du tiers monde : la nouvelle géographie urbaine de l'Asie du Sud-Est. *Études urbaines* 35.12, 2303–21.
- Duranton, G. et D. Puga (2004) Micro-fondements des économies d'agglomération urbaine. Dans J.V. Henderson et J.-F. Thisse (éd.), *Handbook of regional and urban economics*, Elsevier, Amsterdam.
- Duranton, G. et M. Storper (2008) Hausse des coûts commerciaux ? Agglomération et commerce avec des coûts de transaction endogènes. *Revue canadienne d'économie* 41.1, 292–319.
- Fariás, I. et T. Bender (éd.) (2010) *Assemblages urbains : comment la théorie de l'acteur-réseau change les études urbaines*. Routledge, Londres.
- Freedman, M. (2012) Programmes locaux et dispersion géographique du chômage. Document de travail, Département d'économie, Université Cornell, Ithaca, NY.
- Friedmann, J. et G. Wolff (1982) La formation des villes mondiales : un programme de recherche et d'action. *International Journal of Urban and Regional Research* 6.3, 309–44.
- Fujita, M. et J.-F. Thisse (2002) *Économie de l'agglomération : villes, implantation industrielle et croissance régionale*. Cambridge University Press, Cambridge.
- Glaeser, E.L. et J. Gyourko (2005) Déclin urbain et logement durable. *Journal of Political Economy* 113.2, 345–76.
- Glickman, N.J. (1981) Politiques urbaines émergentes dans une économie à croissance lente : initiatives conservatrices et réponses progressistes aux États-Unis. *International Journal of Urban and Regional Research* 5.4, 492–528.
- Harvey, D. (1973) *Social justice and the city*. Edward Arnold, Londres.
- Harvey, D. (2007) *A brief history of neoliberalism*. Oxford University Press, Oxford.
- Harvey, D. (2012) *Villes rebelles : du droit à la ville à la révolution urbaine*. Verso, Londres.
- Henderson, J.V. (2010) Villes et développement. *Journal of Regional Science* 50.1, 515–40.
- Henderson, J.V. et A.J. Venables (2009) Dynamique de la formation des villes. *Review of Economic Dynamics* 12.2, 233–54.
- Hummels, D. (2008) Coûts de transport et commerce international dans la deuxième ère de la mondialisation. *Journal of Economic Perspectives* 21.3, 131–54.
- Jackson, P. (1989) Géographie, race et racisme. Dans R. Peet et N. Thrift (éd.), *New models in geography*, Volume 2, Unwin Hyman, Londres.
- Jacobs, J. (1969) *L'économie des villes*. Vintage, New York.
- Jacobs, J. (1998) *The edge of empire: postcolonialism and the city*. Routledge, Londres.
- Jessop, B. (1997) The entrepreneurial city: re-imagining localities, redesigning economic governance, or restructuring capital? In N. Jewson et S. MacGregor (eds.), *Transforming cities: contested governance and new spatial divisions*, Routledge, Londres.
- King, A.D. (1976) *Colonial urban development: culture, social power and environment*. Routledge and Kegan Paul, Londres.
- Lefebvre, H. (1970) *La révolution urbaine*. Gallimard, Paris.
- Maddison, A. (2001) *L'économie mondiale : une perspective millénaire*. Centre de développement de l'OCDE, Paris.
- Mann, C.C. (2011) *1493 : uncovering the new world Columbus created*. Vintage, New York.
- Massey, D. (1991) Flexible sexism. *Environment and Planning D: Society and Space* 9.1, 31–57.
- McCormick, M. (2001) *Origins of the European economy: communication and commerce AD 300–900*. Cambridge University Press, New York.
- McDowell, L. (1983) Vers une compréhension de la division des espaces urbains selon le genre. *Environment and Planning D: Society and Space* 1.1, 59–72.
- McFarlane, C. (2010) La ville comparative : connaissance, apprentissage, urbanisme. *International Journal of Urban and Regional Research* 34.4, 725–42.
- McFarlane, C. (2011) Assemblage et praxis urbaine critique. *City* 15.3/4, 204–24.
- McKinsey Global Institute (2012) Urban world: cities and the rise of the consuming class [document WWW]. URL http://www.mckinsey.com/insights/urbanization/urban_world_cities_and_the_rise_of_the_consuming_class (consulté le 21 février 2014).
- Ong, A. et S.J. Collier (2004) *Global assemblages: technology, politics and ethics as anthropological problems*. Wiley-Blackwell, Londres.
- Park, R.E., E.W. Burgess et R.D. McKenzie (1925) *The city*. University of Chicago Press, Chicago.
- Perec, G. (1974) *Espaces d'espaces*. Gallilée, Paris.
- Pirenne, H. (1952 [1925]) *Les villes médiévales : les origines et la renaissance du commerce*. Princeton University Press, Princeton, NJ.
- Pred, A.R. (1973) *Croissance urbaine et circulation de l'information : le système urbain américain, 1790–1840*. Harvard University Press, Cambridge, MA.
- Purcell, M. (2006) Démocratie urbaine et piège local. *Urban Studies* 43.11, 1921–41.
- Rankin, K.N. (2011) Assemblage et politique de la description dense. *City* 15.5, 563–69.
- Reades, J. (2010) La place des télécommunications : la prise de décision spatiale par les entreprises à l'ère de la communication mondiale. Thèse de doctorat non publiée, Bartlett School, Département d'urbanisme et d'aménagement du territoire, University College, Londres.
- Renaud, B. (1979) *Politiques nationales d'urbanisation dans les pays en développement*. Banque mondiale, Washington, DC.
- Robinson, J. (2004) Sur les traces de l'urbanisme comparatif : différence, modernité urbaine et primitif. *Urban Geography* 25.8, 709–23.
- Robinson, J. (2006) *La ville ordinaire : entre modernité et développement*. Routledge, Londres.
- Robinson, J. (2011) Les villes dans un monde de villes : le geste comparatif. *International Journal of Urban and Regional Research* 35.1, 1–23.
- Roweis, S.T. et A.J. Scott (1978) La question foncière urbaine. Dans K. Cox (éd.), *Urbanisation et conflit dans les sociétés de marché*, Maaroufa, Chicago.

- Roy, A. (2009) La métropole du XXI^e siècle : nouvelles géographies de la théorie. *Études régionales* 43.6, 819–30.
- Roy, A. (2011a) Slumdog cities: rethinking subaltern urbanism. *International Journal of Urban and Regional Research* 35.2, 223–38.
- Roy, A. (2011b) Urbanismes, pratiques mondialisantes et théorie de la planification. *Théorie de la planification* 10.1, 6–15.
- Roy, A. et A. Ong (2011) *Worlding cities*. Wiley Blackwell, Londres.
- Sampson, R. (2012) *La grande ville américaine et l'effet durable du quartier*. University of Chicago Press, Chicago.
- Sassen, S. (1991) *La ville mondiale : New York, Londres, Tokyo*. Princeton University Press, Princeton.
- Sassen, S. (2008) *Territoire, autorité, droits ; des assemblages médiévaux aux assemblages mondiaux*. Princeton University Press, Princeton, NJ.
- Saunders, P. (1981) *Théorie sociale et question urbaine*. Hutchinson, Londres.
- Scott, A.J. (1980) *Le lien entre le territoire urbain et l'État*. Pion, Londres.
- Scott, A.J. (1988) *Métropole : de la division du travail à la forme urbaine*. University of California Press, Berkeley.
- Scott, A.J. (2001) La mondialisation et l'essor des villes-régions. *European Planning Studies* 9.7, 813–26.
- Scott, A.J. (2011) Les villes émergentes de la troisième vague. *City* 15.3/4, 289–381.
- Simone, A. (2004) Les personnes comme infrastructure : fragments qui se croisent à Johannesburg. *Culture publique* 16.3, 407–29.
- Slater, T. (2013) Vos chances dans la vie influencent votre lieu de résidence : une critique de la « cottage industry » de la recherche sur les effets de voisinage. *International Journal of Urban and Regional Research* 37.2, 367–87.
- Smith, M.E. (2009) V. Gordon Childe et la révolution urbaine : une perspective historique sur une révolution dans les études urbaines. *Town Planning Review* 80.1, 3–29.
- Soja, E. (2010) *À la recherche de la justice spatiale*. University of Minnesota Press, Minneapolis.
- Sonn, J.W. et M. Storper (2008) L'importance croissante de la proximité géographique dans l'innovation technologique : une analyse des citations de brevets américains, 1975–1997. *Environment and Planning A* 40.5, 1020–39.
- Storper, M. (1997) *Le monde régional : le développement territorial dans une économie mondialisée*. Guilford Press, New York.
- Storper, M. (2013) *Les clés de la ville : comment l'économie, les institutions, les interactions et la politique façonnent le développement*. Princeton University Press, Princeton, NJ.
- Storper, M. et A.J. Venables (2004) Buzz : les contacts face à face et l'économie urbaine. *Journal of Economic Geography* 4.4, 351–70.
- Wachsmuth, D., D.J. Madden et N. Brenner (2011) Entre abstraction et complexité : observations méta-théoriques sur le débat autour de l'assemblage. *City* 15.6, 740–50.
- Waldinger, R. et M. Bozorgmehr (éd.) (1996) *Ethnic Los Angeles*. Russell Sage Foundation, New York.
- Ward-Perkins, B. (2005) *La chute de Rome et la fin de la civilisation*. Oxford University Press, Oxford.
- Wheatley, P. (1971) *Le pivot des quatre quartiers : enquête préliminaire sur les origines et le caractère de la ville chinoise antique*. Aldine, Chicago.
- Wirth, L. (1938) Urbanism as a way of life. *American Journal of Sociology* 44.1, 1–24.
- Banque mondiale (2009) *Rapport sur le développement mondial : remodeler la géographie économique*. Banque mondiale, Washington, DC.
- Zorbaugh, H.W. (1929) *La Côte d'Or et les bidonvilles : une étude sociologique du Near North Side de Chicago*. Chicago University Press, Chicago.
- Zucker, L.G. et M.R. Darby (2006) Mouvement des scientifiques et ingénieurs vedettes et entrée des entreprises de haute technologie. Document de travail 12172, Bureau national de recherche économique, Cambridge, MA.